

No. 33775

**SWITZERLAND
and
VENEZUELA**

**Airline Traffic Agreement (with annex). Signed at Caracas on
9 August 1991**

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by Switzerland on 13 May 1997.

**SUISSE
et
VENEZUELA**

**Accord relatif au trafic aérien de lignes (avec annexe). Signé à
Caracas le 9 août 1991**

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistré par la Suisse le 13 mai 1997.

ACCORD¹ ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE DU VENEZUELA RELATIF AU TRAFIC AÉRIEN DE LIGNES

La Suisse

et

le Gouvernement de la République du Venezuela,

étant parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944²,

aux fins de développer la coopération internationale dans le domaine du transport aérien, et aux fins de créer les bases nécessaires pour exploiter des services aériens de lignes,

le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Venezuela ont désigné leurs plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit:

Article 1 Définitions

Pour l'application du présent Accord et dans la mesure où aucune autre signification ne ressort du texte:

1. l'expression «Convention» signifie la Convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, et comprend:
 - a. tout amendement qui est entré en vigueur conformément à l'article 94 et a été ratifié par les deux Parties Contractantes;
 - b. toute annexe ou tout amendement adoptés conformément à l'article 90 de cette Convention en tant que ces amendements et annexes sont entrés en vigueur pour les deux Parties Contractantes au moment de l'application;
2. l'expression «autorités aéronautiques» signifie, en ce qui concerne la Suisse, l'Office fédéral de l'aviation civile ou toute personne ou tout organisme autorisé à exercer toute fonction qui est actuellement attribuée à ces autorités, ou toute fonction similaire et, en ce qui concerne la République du Venezuela, le Ministère des Transports et des Communications ou toute personne ou tout organisme autorisé à exercer toute fonction qui est actuellement attribuée à ce Ministère, ou toute fonction similaire;

¹ Entré en vigueur à titre provisoire le 9 août 1991 par la signature, et à titre définitif le 10 mars 1993 par notification, conformément à l'article 21.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, p. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

3. l'expression «entreprise désignée» signifie l'entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes a désignée, conformément à l'article 7 du présent Accord, pour exploiter les services aériens convenus;
4. l'expression «tarif» signifie les prix qui doivent être payés pour le transport des passagers, des bagages et des marchandises, et les conditions dans lesquelles ils s'appliquent, y compris les paiements et commissions aux agents, excepté les rémunérations et conditions relatives au transport des envois postaux;
5. l'expression «accord» signifie le présent Accord et son Annexe, ainsi que tout amendement à celui-ci et à celle-ci;
6. l'expression «territoire» a, en ce qui concerne un Etat, la signification que lui donne l'article 2 de la Convention;
7. les expressions «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transport aérien» et «escale non commerciale» ont la signification que leur donne l'article 96 de la Convention.

Article 2 Application de la Convention de Chicago

Les dispositions du présent Accord sont sujettes à celles de la Convention de Chicago dans la mesure où ces dernières sont applicables aux services aériens internationaux.

Article 3 Octroi de droits

1. Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits spécifiés au présent Accord en vue d'exploiter des services aériens internationaux de lignes sur les routes spécifiées aux tableaux figurant à l'Annexe. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après «services convenus» et «routes spécifiées».
2. Sous réserve des dispositions du présent Accord, l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante jouira des droits suivants:
 - a. du droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre Partie Contractante;
 - b. du droit de faire des escales non commerciales sur ledit territoire;
 - c. du droit de faire des escales sur ledit territoire, aux points spécifiés à l'Annexe du présent Accord, pour embarquer et débarquer des passagers et des marchandises, y compris des envois postaux.
3. Aucune disposition du présent article ne confèrera à l'entreprise désignée d'une Partie Contractante le droit d'embarquer contre rémunération, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des passagers, des bagages, des marchandises et des envois postaux destinés à un autre point du territoire de cette autre Partie Contractante.

Article 4 Principes régissant l'exploitation des services convenus

1. Les Parties Contractantes conviennent que les entreprises désignées bénéficieront de possibilités égales et équitables pour exploiter les services convenus entre les territoires des Parties Contractantes.

2. Lors de l'exploitation des services convenus, on prendra en considération les intérêts des entreprises désignées par les Parties Contractantes, afin de ne pas affecter indûment lesdits services.
3. Il est convenu que les services fournis conformément au présent article par une entreprise désignée auront pour objet essentiel d'offrir une capacité de transport correspondant à la demande de trafic entre les deux pays.
4. Les Parties Contractantes conviennent que l'augmentation des fréquences des services convenus et des entreprises désignées ou que la capacité de transport offerte sur ces services soient fixées par accord entre les autorités aéronautiques des Parties Contractantes.
5. Les services convenus offerts par les entreprises et exploités conformément au présent Accord seront en étroite relation avec la demande de trafic sur ces services.
6. L'entreprise désignée d'une Partie Contractante soumettra ses projets d'horaires à l'approbation des autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante au moins trente (30) jours avant la mise en exploitation des services convenus. Cette procédure est applicable à toute modification ultérieure des horaires.

Article 5 Législation applicable

1. Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant sur son territoire l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.
2. Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, bagages, marchandises ou envois postaux – tels que ceux qui concernent les formalités d'entrée, de sortie, d'émigration et d'immigration, ainsi que les mesures douanières et sanitaires – s'appliqueront aux passagers, équipages, bagages, marchandises ou envois postaux transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante pendant que ces personnes et ces objets se trouvent sur ledit territoire.

Article 6 Sûreté de l'aviation

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite, pour en assurer la sûreté, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes agissent en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963¹, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970², et de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971³.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 704, p. 219.

² *Ibid.*, vol. 860, p. 105.

³ *Ibid.*, vol. 974, p. 177.

2. Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations et services de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.

3. Les Parties Contractantes, dans leurs rapports mutuels, se conforment aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation qui ont été établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et qui sont désignées comme Annexes à la Convention, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent aux Parties Contractantes; elles exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, ou des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.

4. Chaque Partie Contractante convient que ces exploitations d'aéronefs peuvent être tenues d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au paragraphe 3 du présent article et que l'autre Partie Contractante prescrit pour l'entrée sur le territoire, la sortie du territoire ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie Contractante. Chaque Partie Contractante veille à ce que des mesures adéquates soient appliquées effectivement sur son territoire pour protéger les aéronefs et pour assurer l'inspection des passagers, des équipages, des bagages à main, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Chaque Partie Contractante examine aussi avec un esprit favorable toute demande que lui adresse l'autre Partie Contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace d'incident, de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties Contractantes s'entraident en facilitant les communications et autres mesures appropriées, destinées à mettre fin avec rapidité et sécurité à cet incident ou à cette menace d'incident.

Article 7 Désignation des entreprises et autorisation d'exploitation

1. Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner une entreprise de transport aérien pour exploiter les services convenus. Cette désignation fera l'objet d'une notification écrite.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, la Partie Contractante qui a reçu la notification de désignation accordera sans délai l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'entreprise désignée.

3. Les autorités aéronautiques d'une Partie Contractante pourront exiger que l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante prouve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements qui sont normalement appliqués de manière raisonnable à l'exploitation des services aériens internationaux, conformément aux dispositions de la Convention.

4. Chaque Partie Contractante aura le droit de refuser d'accorder l'autorisation d'exploitation prévue au paragraphe 2 du présent article ou d'imposer les

conditions qui lui semblent nécessaires pour l'exercice par l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante des droits spécifiés à l'article 3, paragraphe 2, du présent Accord, lorsque ladite entreprise n'est pas en mesure de fournir à cette Partie Contractante, pour autant que celle-ci l'exige, la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à des ressortissants ou à des organisations de l'autre Partie Contractante ou à l'entreprise.

5. Lorsqu'une entreprise est désignée et a obtenu l'autorisation d'exploitation, elle pourra à tout moment commencer à exploiter les services convenus, à condition qu'elle remplisse les conditions du présent Accord.

Article 8 Révocation ou suspension de l'autorisation d'exploitation

1. Chaque Partie Contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre provisoirement l'exercice, par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, des droits spécifiés à l'article 3, paragraphe 2, du présent Accord, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires, si:

- a. elle n'est pas convaincue qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de cette Partie Contractante, ou si
- b. cette entreprise n'a pas observé les lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces droits, ou si
- c. cette entreprise exploite les services convenus dans d'autres conditions que celles qui sont prescrites par le présent Accord.

2. Un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante, à moins que la révocation, la suspension ou la fixation des conditions prévues au paragraphe 1 du présent article ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements.

Article 9 Reconnaissance des certificats et des licences

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante durant la période où ils sont en vigueur.

2. Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser de reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par d'autres Etats.

Article 10 Exonération des équipements, carburants et provisions des droits et taxes

1. Les aéronefs exploités en service international par les entreprises désignées des Parties Contractantes et qui entrent dans le territoire de l'autre Partie Contractante, décollent de ce territoire ou le survolent, seront exonérés des droits de douane, des taxes d'inspection et de tous autres droits et taxes fiscales.

2. Les carburants, les lubrifiants, les autres biens techniques de consommation, les pièces de rechange, les équipements normaux de bord et les provisions de bord

destinées à la consommation, qui se trouvent à bord des aéronefs des entreprises désignées, seront exonérés, lors de l'entrée dans le territoire de l'autre Partie Contractante, de la sortie et du survol de ce territoire, des droits de douane, des taxes d'inspection et de tous autres droits et taxes fiscales.

3. Les carburants, les lubrifiants, les pièces de rechange, les biens techniques de consommation, les outils et les équipements de bord qui, pour autant qu'il ne s'agisse pas de moyens auxiliaires pour usage au sol, sont importés sur le territoire de l'autre Partie Contractante par une entreprise désignée et entreposés sous la surveillance des autorités douanières, seront exonérés des droits de douane, des taxes d'inspection et de tous autres droits et taxes fiscales pendant leur entreposage lorsqu'ils servent uniquement à l'avitaillement des aéronefs, ou lorsqu'ils seront réexportés dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

4. Les objets énumérés aux paragraphes ci-dessus ne pourront être affectés qu'à des buts en relation avec les opérations de vol et devront, pour autant qu'ils n'aient pas été utilisés, être réexportés dans la mesure où leur transfert à d'autres entreprises ou leur nationalisation sont autorisés conformément aux lois, réglementations et procédures administratives en vigueur dans le territoire de la Partie Contractante intéressée. Ils seront placés sous fermeture douanière jusqu'à ce qu'une décision ait été prise au sujet de leur affectation.

5. Les exemptions prévues au présent article peuvent être soumises à certaines procédures, conditions et formalités normalement en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante qui accorde ce droit et ne sont pas applicables aux taxes qui sont perçues pour la fourniture de prestations. Les exemptions susmentionnées sont applicables sur la base de la réciprocité.

Article 11 Taxes aéroportuaires

Les taxes payées pour l'utilisation des aéroports et des installations et services de navigation aérienne offertes par une Partie Contractante à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante ne seront pas supérieures à celles qui doivent être payées par les aéronefs nationaux affectés à des services internationaux réguliers.

Article 12 Représentation de l'entreprise

1. L'entreprise désignée d'une Partie Contractante aura le droit, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, d'engager et de maintenir, en conformité avec les lois et réglementations sur l'immigration, le séjour et l'emploi de cette Partie Contractante, le personnel commercial, opérationnel et technique et les spécialistes nécessaires pour assurer les services aériens réguliers.

2. Pour l'activité commerciale, le principe de la réciprocité est applicable. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante accorderont l'appui nécessaire à un bon fonctionnement des représentations de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

3. En particulier, chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante le droit de vendre directement, ou par l'intermédiaire de ses agents, des titres de transport aérien sur son territoire.

Article 13 Transferts

Chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, à sa demande, le droit de transférer dans son pays les excédents de recettes résultant de son activité d'exploitant d'une entreprise de transport aérien sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Le transfert sera effectué conformément à la législation nationale de chaque pays.

Article 14 Tarifs

1. Les tarifs qui devront être appliqués par les entreprises désignées par chaque Partie Contractante seront fixés à des taux adéquats, compte tenu de tous les éléments déterminants, en particulier des coûts de l'exploitation, d'un bénéfice raisonnable et des conditions du marché.

2. Les tarifs seront en principe fixés par les entreprises désignées par les Parties Contractantes qui devront autant que possible appliquer à cet effet le mécanisme de fixation des tarifs établi par l'Association du transport aérien international (IATA).

3. Chaque tarif fixé conformément au paragraphe précédent sera soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante au moins soixante (60) jours avant la date prévue pour son entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai pourra être réduit, sous réserve de l'accord desdites autorités. Si ni l'une ni l'autre des autorités aéronautiques ne notifie sa non-approbation dans un délai de trente (30) jours après réception de la requête, les tarifs seront considérés comme approuvés.

4. L'entrée en vigueur définitive des tarifs requiert la double approbation des autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes.

5. Si aucune entente selon paragraphe 2 du présent article n'est trouvée, ou si l'une des autorités aéronautiques refuse d'approuver le tarif qui lui est soumis, ladite autorité communiquera à l'autre autorité aéronautique sa décision au moins trente (30) jours avant la date prévue pour l'entrée en vigueur du tarif. Les autorités aéronautiques s'efforceront de trouver une entente. A cette fin, chaque autorité aéronautique fera tout son possible pour que ce tarif entre en vigueur immédiatement ou à la date qu'elles auront convenue.

6. Si aucune entente n'est trouvée avant que le nouveau tarif devienne applicable d'une autre manière, le tarif déjà en vigueur à cette date restera applicable, mais pour une période de six (6) mois au plus. A défaut d'entente qui interviendrait dans ce laps de temps, le différend sera soumis à la procédure prévue à l'article 17 du présent Accord.

7. Les autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante s'efforceront de s'assurer que les entreprises désignées appliquent correctement les tarifs approuvés.

Article 15 Statistiques

Les autorités aéronautiques d'une Partie Contractante communiqueront aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, sur demande, les informations statistiques périodiques pertinentes devant permettre d'appliquer les dispo-

sitions mentionnées à l'article 4, paragraphe 3, du présent Accord. Ces informations comprendront toutes les données nécessaires pour pouvoir déterminer la quantité de trafic transportée par l'entreprise désignée sur les services convenus.

Article 16 Consultations

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, demander des consultations concernant la réalisation, l'interprétation, l'application ou la modification du présent Accord, ainsi que l'exécution des dispositions stipulées dans celui-ci. De telles consultations, qui pourront avoir lieu entre les autorités aéronautiques, devront commencer dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date à laquelle l'autre Partie Contractante aura reçu la demande écrite, à moins que les Parties Contractantes n'en soient convenues autrement.

Article 17 Règlement des différends

Tout différend survenant entre les Parties Contractante à propos de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé par la voie de négociations entre les Parties Contractantes.

Article 18 Modifications

Toute modification du présent Accord qui sera convenue entre les Parties Contractantes entrera en vigueur dès le jour où elle aura été confirmée par un échange de notes diplomatiques. Nonobstant cette disposition, toute modification de l'annexe au présent Accord pourra être convenue directement entre les autorités aéronautiques des Parties Contractantes. Une telle modification sera appliquée provisoirement dès le jour où elle aura été convenue et entrera en vigueur lorsqu'elle aura été confirmée par un échange de notes diplomatiques.

Article 19 Enregistrement auprès de l'OACI

Le présent Accord et toute modification ultérieure seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Article 20 Convention multilatérale

Dans le cas de la conclusion d'une convention générale multilatérale relative au transport aérien, à laquelle chacune des Parties Contractantes deviendrait liée, le présent Accord serait amendé afin d'être rendu conforme aux dispositions de cette convention.

Article 21 Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès le jour où les notes diplomatiques auront été échangées et lorsque les Parties Contractantes se seront notifiées l'accomplissement des formalités requises à cet effet par leur réglementation juridique respective. Nonobstant cette disposition, les dispositions de l'Accord seront appliquées provisoirement dès le jour de sa signature.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 22 Dénonciation

1. Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier par écrit à l'autre Partie Contractante sa décision de mettre un terme au présent Accord. Cette notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).
2. L'Accord prendra fin six (6) mois après réception de la notification, à moins que cette dénonciation ne soit retirée avant la fin de cette période.
3. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie Contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en aura reçu communication.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé le présent Accord.

Fait à Caracas le 9 août 1991, en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Conseil fédéral
suisse :

PETER DIETSCHI

Pour le Gouvernement
de la République du Venezuela :

ARMANDO DURAN

ANNEXE

TABLEAUX DE ROUTES

Tableau I Suisse

Routes sur lesquelles l'entreprise désignée par la Suisse peut exploiter des services convenus:

Points de départ:	Points intermédiaires:	Points au Venezuela:
Suisse	—	Caracas

Tableau II Venezuela

Routes sur lesquelles l'entreprise désignée par le Venezuela peut exploiter des services convenus:

Points de départ:	Points intermédiaires:	Points en Suisse:
Venezuela	—	Bâle ou Genève ou Zurich

Notes

1. Les points intermédiaires sur les routes spécifiées peuvent, à la convenance des entreprises désignées, ne pas être desservis lors de tous les vols ou de certains d'entre eux.
2. Chaque entreprise désignée peut desservir chaque point intermédiaire, à condition qu'aucun droit de trafic ne soit exercé entre ces points et le territoire de l'autre Partie Contractante.
3. Chaque entreprise désignée est autorisée à exécuter jusqu'à deux vols par semaine.
4. Chaque entreprise désignée peut assurer au moyen d'avions de son choix, et sans limitation de chargement pour les passagers et le fret, les vols préalablement spécifiés.
5. Les entreprises désignées peuvent conclure des accords de coopération qui seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques concernées.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO SOBRE EL TRANSPORTE AEREO REGULAR ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE VENEZUELA Y LA CONFEDERACIÓN SUIZA.

La República de Venezuela y la Confederación Suiza,

Siendo partes del Convenio sobre Aviación Civil Internacional, abierto a la firma en Chicago el día siete de diciembre de 1944,

Deseando desarrollar una cooperación internacional en el campo de transporte aéreo y establecer las bases necesarias para la operación de servicios aéreos regulares,

El Gobierno de la República de Venezuela y el Consejo Federal Suizo han designado Plenipotenciarios, debidamente autorizados para tal efecto, quienes han acordado lo siguiente:

ARTICULO 1 DEFINICIONES

Para los fines del presente Acuerdo, a menos que el contexto indique otra cosa:

1. El Término "El Convenio" significa el Convenio sobre Aviación Civil Internacional, abierto a la firma en Chicago el siete de diciembre de 1944, e incluye:

- a. Cualquier modificación que haya entrado en vigencia de acuerdo al Artículo 94 y que haya sido ratificada por ambas Partes Contratantes.
- b. Cualquier Anexo o modificación adoptados de acuerdo al Artículo 90 de ese Convenio, siempre y cuando tales modificaciones y Anexos estén vigentes para ambas Partes Contratantes en el momento de terminar.

2. El término "Autoridades Aeronáuticas" significa en el caso de la República de Venezuela, el Ministerio de Transporte y Comunicaciones o, cualquier persona o entidad autorizada para ejercer cualesquiera funciones actualmente ejercidas por tal Ministerio o funciones similares y en caso de la Confederación Suiza, la Oficina Federal de Aviación Civil o cualquier persona o entidad autorizada para desempeñar cualesquiera funciones actualmente ejercidas por ellas o funciones similares.

3. El término "la línea aérea designada" significa la línea aérea designada por cada una de las Partes Contratantes, de conformidad con lo establecido en el Artículo 7 de este Acuerdo, para la explotación de los servicios aéreos acordados.

4. El término "tarifa" significa el precio fijado para el transporte de pasajeros, equipajes y carga y las condiciones bajo las cuales se aplican dichos precios, incluyendo los pagos y comisiones para agencias, pero excluyendo la remuneración y condiciones para el transporte de correos.

5. El término "Acuerdo" significa el presente instrumento y su Anexo, así como cualquier modificación a los mismos.

6. El término "territorio" en relación con un Estado tiene el significado que le asigna el Artículo 2 del Convenio.

7. Los términos "servicio aéreo", "servicio aéreo internacional", "línea aérea" y "escala para fines no comerciales" tienen el sentido que se les asigna, respectivamente, en el Artículo 96 del Convenio.

ARTICULO 2 APLICABILIDAD DEL CONVENIO DE CHICAGO

Las disposiciones de este Acuerdo estarán sujetas a lo establecido en el Convenio de Chicago en la medida en que las mismas sean aplicables a los servicios aéreos internacionales.

ARTICULO 3 CONCESION DE DERECHOS:

1. Cada una de las Partes Contratantes concede a la otra Parte Contratante los siguientes derechos respecto de sus servicios aéreos internacionales, sobre las rutas especificadas en el Cuadro que figura en el Anexo. Estos servicios y estas rutas, se denominarán en lo sucesivo "servicios convenidos" y "rutas especificadas".

2. Salvo disposiciones contrarias expresadas en el presente Acuerdo, la línea aérea designada por cada una de las Partes Contratantes, tendrá los siguientes derechos:

- a. el derecho de sobrevolar su territorio sin aterrizar.

- b. el derecho a hacer escalas en su territorio para fines no comerciales.
- c. el derecho a efectuar escalas en el territorio de la otra Parte Contratante en los puntos especificados para esa ruta en el Cuadro que figura en el Anexo, para tomar a bordo y descargar pasajeros y carga, incluyendo correo.

3. Ninguna disposición del presente Artículo, le conferirá a la línea aérea designada por una Parte Contratante, el derecho a embarcar en el territorio, de la otra Parte Contratante, con destino a otro punto de ese territorio, pasajeros, equipaje, carga y correo, transportados por remuneración.

ARTICULO 4 PRINCIPIOS QUE RIGEN LA OPERACION DE LOS SERVICIOS AEREOS ACORDADOS

1. Las Partes Contratantes convienen en que las líneas aéreas designadas gozarán de un tratamiento que les permita explotar en forma justa, equitativa y recíproca, los servicios aéreos entre los territorios de ambas Partes Contratantes.

2. En la explotación de los servicios aéreos acordados, se tomarán en consideración los intereses de las líneas aéreas de ambas Partes Contratantes, a fin de no afectar indebidamente los servicios respectivos.

3. Queda entendido que los servicios que preste una línea aérea designada conforme al presente Acuerdo, tendrá el objetivo fundamental de proporcionar transporte aéreo con capacidad adecuada a las necesidades de tráfico entre los dos países.

4. Las Partes Contratantes reconocen que los incrementos en las frecuencias de los servicios, de las líneas aéreas designadas o la capacidad ofrecida en dicho servicio, serán determinadas por acuerdo entre las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes.

5. Los servicios prestados por las líneas aéreas que operen conforme con este Acuerdo, deberán guardar estrecha relación con la necesidad pública de tales servicios.

6. La línea aérea designada de una de las Partes Contratantes, someterá sus itinerarios a la aprobación de la Autoridad Aeronáutica de la otra Parte Contratante, al menos con treinta (30) días de anticipación al inicio de los servicios convenidos. El mismo procedimiento se aplicará a todo cambio ulterior de itinerario.

ARTICULO 5 LEGISLACION APLICABLE

1. Las leyes y reglamentos de una Parte Contratante que regulan la entrada y salida de su territorio de una aeronave empleada en navegación aérea internacional o vuelos de esta aeronave sobre ese territorio, deberán también aplicarse a la línea aérea designada de la otra Parte Contratante.

2. Las leyes y reglamentos de una Parte Contratante que regulan la entrada, la permanencia y salida de su territorio de pasajeros, tripulaciones, equipaje, carga o correo, tales como formalidades para la entrada, salida, emigración e inmigración, como también medidas aduaneras y sanitarias, se aplicarán a pasajeros, tripulaciones, equipaje, carga y correo transportados por la aeronave de la línea aérea designada de la otra Parte Contratante, mientras estos se encuentren dentro del mencionado territorio.

ARTICULO 6 SEGURIDAD DE LA AVIACION

1. De conformidad con los derechos y obligaciones que les impone el derecho internacional, las Partes Contratantes ratifican que su obligación mutua de proteger la seguridad de la Aviación Civil Contra Actos de Interferencia Ilícita, constituye parte integrante del presente Acuerdo, sin limitar la validez general de sus derechos y obligaciones en virtud del derecho internacional. las Partes Contratantes actuarán, en particular, de conformidad con las disposiciones del Convenio sobre las Infracciones y Ciertos Otros Actos Cometidos a bordo de las Aeronaves, firmado en Tokio el 14 de septiembre de 1963, el Convenio para la Represión del Apoderamiento Ilícito de Aeronaves, firmado en la Haya el 16 de diciembre de 1970 y el Convenio para la Represión de Actos Ilícitos contra la seguridad de la Aviación Civil, firmado en Montreal el 23 de septiembre de 1971.

2. Las Partes Contratantes se prestarán mutuamente toda la ayuda necesaria que soliciten para impedir actos de apoderamiento ilícito de aeronaves civiles y otros actos ilícitos contra la seguridad de dichas aeronaves, sus pasajeros y tripulación, aeropuertos e instalaciones de navegación aérea, y toda otra amenaza contra la seguridad de la aviación civil.

3. Las Partes actuarán, en sus relaciones mutuas, de conformidad con las disposiciones sobre seguridad de la aviación establecidas por la Organización de Aviación Civil Internacional, y que se denominan anexos al Convenio sobre Aviación Civil Internacional, en la medida en que esas disposiciones sobre seguridad sean aplicables a las Partes; exigirán que los explotadores de aeronaves de su matrícula, o los explotadores que tengan la oficina principal o residencia permanente en su territorio, y los explotadores de aeropuertos situados en su territorio actúen de conformidad con dichas disposiciones sobre seguridad de la aviación.

4. Cada Parte Contratante conviene en que puede exigirse a dichos explotadores de aeronaves que observen las disposiciones sobre seguridad de la aviación que se mencionan en el párrafo 3 que precede, exigidas por la otra Parte Contratante para la entrada, salida o permanencia en el territorio de esa otra Parte Contratante. Cada Parte contratante se asegurará de que en su territorio se aplican efectivamente medidas adecuadas para proteger a la aeronave e inspeccionar a los pasajeros, la tripulación los efectos personales, el equipaje la carga y los suministros de la aeronave antes y durante el embarque, o la salida. Cada una de las Partes Contratantes estará también favorablemente predispuesta a atender toda solicitud de la otra Parte Contratante de que adopte medidas especiales razonables de seguridad con el fin de afrontar una amenaza determinada.

5. Cuando se produzca un incidente o amenaza de incidente de apoderamiento ilícito de aeronaves civiles u otros actos ilícitos contra la seguridad de tales aeronaves, sus pasajeros y tripulación, aeropuertos o instalaciones de navegación aérea, las Partes Contratantes se asistirán mutuamente facilitando las comunicaciones y otras medidas apropiadas a poner término, en forma rápida y segura, a dicho incidente o amenaza.

ARTICULO 7

DESIGNACION DE LINEAS AEREAS Y AUTORIZACION DE EXPLOTACION

1. Cada una de las Partes Contratantes tendrá derecho a designar una línea aérea para explotar los servicios convenidos en las rutas especificadas. Tal designación se hará por escrito.

2. Al recibir tal designación, la otra Parte Contratante deberá, con arreglo a las disposiciones de los numerales 3 y 4 de este Artículo, conceder sin demora las autorizaciones de explotación pertinentes a la línea aérea designada.

3. La Autoridad Aeronáutica de una de las Partes Contratantes podrá exigir que la línea aérea designada por la otra Parte Contratante, le demuestre satisfactoriamente que está

capacitada para cumplir las condiciones establecidas en las Leyes y Reglamento, normal y razonablemente aplicados a la operación de servicios aéreos internacionales, de acuerdo a las disposiciones del Convenio.

4. Cada una de las Partes Contratantes tiene el derecho de rehusar el otorgamiento de las autorizaciones de explotación previstas en el numeral 2 de este Artículo, o a imponer las condiciones que considere necesarias respecto del ejercicio de los derechos especificados en el artículo 3, numeral 2 de este Acuerdo, a la línea aérea designada por la otra Parte Contratante, si tal línea aérea fuese incapaz de probar a satisfacción de dicha Parte Contratante, cuando se le solicite, que una parte sustancial de la propiedad y el control efectivo de dicha línea aérea corresponde a nacionales o corporaciones de la otra Parte Contratante, o a ella misma.

5. Cuando haya sido designada y autorizada una línea aérea, podrá comenzar a explotar los servicios convenidos siempre que dicha aerolínea cumpla con las disposiciones de este Acuerdo.

ARTICULO 8 REVOCACION O SUSPENSION DE AUTORIZACION DE EXPLOTACION

1. Cada una de las Partes Contratantes tendrá derecho a revocar una autorización de explotación o a suspender el ejercicio de los derechos especificados en el artículo 3, numeral 2 de este Acuerdo, a la línea aérea designada por la otra Parte Contratante o a imponer las condiciones que considere necesarias respecto del ejercicio de estos derechos:

- a. En el caso que no esté convencida de que una parte sustancial de la propiedad y control efectivo de esa línea aérea pertenece a la Parte Contratante que designa la línea aérea o a nacionales de tal Parte Contratante o,
- b. En el caso de que esa línea aérea incumpla las leyes o reglamentos de la Parte Contratante que concede estos derechos; o,
- c. En el caso de que la línea aérea no realice de cualquier otra forma la explotación, según las condiciones establecidas en este Acuerdo.

2. Salvo que la inmediata revocación, suspensión o imposición de las condiciones mencionadas en el numeral 1 de este Artículo sea esencial para impedir nuevas infracciones de leyes o reglamentos, tal derecho se ejercerá solamente después de consultar a la otra Parte Contratante.

ARTICULO 9
RECONOCIMIENTO DE CERTIFICADOS Y LICENCIAS

1. Los certificados de aeronavegabilidad, los certificados de aptitud y las licencias expedidas y validadas por una de las Partes contratantes serán reconocidas como validas por la otra Parte Contratante durante el periodo en que estén en vigencia.

2. Cada Parte Contratante se reserva el derecho de negarse a aceptar para fines de vuelo sobre su propio territorio, los certificados de aptitud y las licencias concedidas a sus propios ciudadanos por otros Estados.

ARTICULO 10
EXENCION DE GRAVAMENES SOBRE EQUIPO,
COMBUSTIBLE Y PROVISIONES

1. Las aeronaves de las empresas designadas por las Partes Contratantes, empleadas en los servicios convenidos que entren, salgan o sobrevuelen el territorio de la otra Parte Contratante, estarán exentas de los impuestos de aduana, derechos de inspección, otros impuestos y cualquier otro gravamen fiscal.

2. El combustible, los aceites lubricantes, los otros materiales técnicos de consumo, las piezas de repuestos, el equipo corriente y abastecimiento que se conserven a bordo de las aeronaves de las líneas aéreas designadas, serán eximidos a la llegada, salida o sobrevuelo del territorio de la otra Parte Contratante, de impuestos de aduana, derechos de inspección, otros impuestos y cualquier otro gravamen fiscal.

3. El combustible, los aceites lubricantes, las piezas de repuestos, los abastecimiento de abordaje; los materiales técnicos de consumo, herramientas y equipos de a bordo, cuando no constituyan equipos de ayuda en tierra, introducidos y almacenados bajo control aduanero en el territorio de la otra Parte Contratante por una línea aérea designada para que sean montados, utilizados exclusivamente en sus aeronaves, o reexportados del territorio de la otra Parte Contratante, estarán exentos de impuesto de aduana, derechos de inspección, otros impuestos y cualquier otro gravamen fiscal.

4. Los bienes referidos en los numerales anteriores no podrán ser utilizados para usos distintos a los servicios de vuelo y deberán ser reexportados en caso de no ser utilizados, a menos que se permita la cesión de los mismos a otras empresas o

la nacionalización según las leyes, los reglamentos y los procedimientos administrativos en vigencia en el territorio de la Parte Contratante interesada. Mientras se les de uso y destino deberán permanecer bajo custodia de la aduana.

5. Las exenciones previstas en el presente Artículo, podrán estar sujetas a determinados procedimientos, condiciones y formalidades, normalmente en vigencia en el territorio de la Parte Contratante que hará de concederlas, y no deben referirse a las tasas cobradas en pago de servicios prestados. Las exenciones mencionadas serán aplicadas en base a reciprocidad.

ARTICULO 11 TASAS AEROPORTUARIAS

Las tasas pagadas por la utilización de los aeropuertos y de las instalaciones y servicios de navegación aérea, ofrecido por una Parte Contratante a la línea aérea designada por la otra Parte Contratante, no serán superiores a aquellas que deben ser pagadas por las aeronaves nacionales afectadas a los servicios aéreos internacionales regulares.

ARTICULO 12 REPRESENTACION DE LA LINEA AEREA

1. La línea aérea designada por cada una de las Partes Contratantes, tendrá derecho de acuerdo con las Leyes y Reglamentos relativos a la entrada, residencia y empleo de la otra Parte Contratante, a llevar y mantener en el territorio de la otra Parte Contratante, aquel personal propio de gerencia, técnico operacional y otros especialistas que sea necesario para proporcionar los servicios aéreos.

2. Para la actividad comercial, el principio de la reciprocidad, es aplicable. Las autoridades competentes de cada Parte Contratante acordaran el apoyo necesario para el buen funcionamiento de la representación de la línea aérea designada de la otra Parte Contratante.

3. En particular, cada Parte Contratante otorga a la línea aérea designada de la otra Parte Contratante el derecho de vender directamente, o por intermedio de sus agentes, documentos de transporte aéreo en su territorio.

ARTICULO 13 TRANSFERENCIAS

Cada una de las Partes Contratantes otorga a la línea aérea designada de la otra Parte Contratante, el derecho de transferir a petición, la cantidad que exceda de los ingresos recibidos en el territorio sobre sus gastos en el mismo, en relación con su actividad como operador de línea aérea. Tal transferencia se efectuará conforme a la legislación interna de cada país.

ARTICULO 14 TARIFAS

1. Las tarifas aplicables por la línea aérea designada de cada una de las Partes Contratantes, serán establecidas a niveles adecuados, considerando todos los elementos de valoración, especialmente el costo de explotación, un beneficio razonable y las condiciones del mercado.

2. Las tarifas serán acordadas, en principio, por las empresas designadas por las Partes Contratantes, y dicho acuerdo habrá de lograrse, hasta donde sea factible, a través del mecanismo de fijación de tarifas, establecido por la Asociación de Transporte Aéreo Internacional (IATA).

3. Cualquier tarifa acordada en el numeral anterior, será sometida a la aprobación de las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes Contratantes, por lo menos con sesenta (60) días antes de la fecha fijada para su entrada en vigencia. Este período puede ser reducido en casos especiales, siempre que las Autoridades Aeronáuticas estén de acuerdo en ello. Si una u otra de las Autoridades Aeronáuticas no notifica su desacuerdo en un plazo de treinta (30) días, contados a partir de la fecha de recibo de la solicitud, las tarifas se considerarán aprobadas.

4. Para la entrada en vigencia de las tarifas será necesaria la doble aprobación por parte de las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes Contratantes.

5. No habiéndose llegado a un acuerdo conforme al numeral 2 de este Artículo, o si una de las Autoridades Aeronáuticas no está satisfecha con las tarifas sometidas a su aprobación, informará a la otra, por lo menos con treinta (30) días de anticipación a la fecha en que dicha tarifa habría entrado en vigencia. Las Autoridades Aeronáuticas tratarán de llegar a un acuerdo. De lograrse, cada Autoridad Aeronáutica hará todo lo

posible para poner en vigencia dicha tarifa inmediatamente, o en la fecha acordada por ellas.

6. De no lograrse un acuerdo antes de la fecha en que de otro modo la nueva tarifa comenzaría a aplicarse, continuará aplicándose, hasta por un período no superior a seis (6) meses, la tarifa vigente para la fecha. Transcurrido este lapso sin haber llegado a un acuerdo, la controversia deberá ser sometida a lo previsto en el artículo 17 del presente Acuerdo.

7. Las Autoridades Aeronáuticas de cada Parte Contratante se esforzarán para que las líneas aéreas designadas, se ajusten a la correcta aplicación de las tarifas aprobadas.

ARTICULO 15 PROVISION DE ESTADISTICAS

La Autoridad Aeronáutica de una Parte Contratante proporcionará a la Autoridad Aeronáutica de la otra Parte Contratante, cuando se le solicite, los informes estadísticos periódicos pertinentes con el objeto de aplicar las disposiciones mencionadas en el Artículo 4, numeral 3 del presente Acuerdo. Tales informaciones incluirán toda la información necesaria para determinar la cantidad de tráfico transportado por la línea aérea en lo servicios convenidos.

ARTICULO 16 CONSULTA

Cada Parte Contratante puede, en cualquier momento, solicitar consultas relacionadas con la instrumentación, interpretación, aplicación o modificación de este Acuerdo; así como, el cumplimiento de lo dispuesto en el mismo. Dichas consultas, las cuales podrían efectuarse entre las Autoridades aeronáuticas, deberán comenzar dentro de un periodo de sesenta (60) días, contados a partir de la fecha en que la otra Parte Contratante reciba una solicitud escrita, a menos que las Partes Contratantes acuerden fórmulas distintas a las aquí establecidas.

ARTICULO 17
SOLUCION DE CONTROVERSIAS

Cualquier divergencia que surja entre las Partes Contratantes relativa a la interpretación o aplicación del presente Acuerdo, deberá tratar de solucionarse a través de negociación entre las Partes Contratantes.

ARTICULO 18
MODIFICACIONES

Cualquier modificación a este Acuerdo, convenida por las Partes Contratantes, entrará en vigencia al ser ratificado mediante canje de Notas Diplomáticas. Sin embargo, cualquier modificación al Anexo de este Acuerdo, podrá ser convenida directamente por las autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes. Tal modificación tendría aplicación provisional, a partir de la fecha en que haya sido acordada; y entrará en vigor al ser ratificada mediante canje de Notas Diplomáticas.

ARTICULO 19
REGISTRO EN LA OACI

El presente Acuerdo y toda modificación al mismo, se registrarán en la Organización de Aviación Civil Internacional (OACI).

ARTICULO 20
CONVENIOS MULTILATERALES

Si empezare a regir un Convenio General y Multilateral de transporte aéreo aceptado por ambas Partes Contratantes, el presente Acuerdo será modificado para ajustarlo a las disposiciones de dicho Convenio General.

ARTICULO 21
VIGENCIA

1. El presente Acuerdo entrará en vigor en la fecha en que se haya completado el intercambio de Notas Diplomáticas, mediante el cual las Partes Contratantes se comuniquen el cumplimiento de las formalidades requeridas por sus respectivos ordenamientos jurídicos. No obstante, sus disposiciones se aplicarán provisionalmente desde la fecha de su suscripción.

2. El Presente Acuerdo tendrá vigencia indefinida.

ARTICULO 22
TERMINACION

1. Cualquiera de las Partes Contratantes podrá en todo momento, dar aviso por escrito a la otra Parte Contratante de su decisión de poner fin al presente Acuerdo, obligándose a dar aviso simultáneamente a la Organización de Aviación Civil Internacional (OACI).

2. El Acuerdo quedará sin efecto a los seis (6) meses de la fecha de recibo del aviso de terminación; a menos que tal modificación sea retirada, antes de la expiración de dicho plazo.

3. En caso de que la otra Parte Contratante no acusare recibo, se considerará que el aviso fue recibido por ella, catorce (14) días después de la fecha de recepción del mencionado aviso por la Organización de Aviación Civil Internacional (OACI).

En fe de lo cual, los plenipotenciarios de ambas Partes Contratantes firman el presente Acuerdo.

Hecho en Caracas, el nueve de Agosto de mil novecientos noventa y uno en dos ejemplares, en idiomas francés y español, ambos igualmente auténticos.

Por la República
de Venezuela:



ARMANDO DURAN

Por el Consejo Federal
Suizo:



PETER DIETSCHI

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AIRLINE TRAFFIC AGREEMENT¹ BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE REPUBLIC OF VENEZUELA

Switzerland and the Government of the Republic of Venezuela, being Parties to the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on 7 December 1944,²

For the purpose of developing international cooperation in the field of air transport, and for the purpose of laying the necessary groundwork for the operation of air services,

The Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Venezuela have designated their plenipotentiaries, who, being duly authorized for that purpose, have agreed as follows:

Article 1

DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement, unless the context otherwise requires:

1. The term "Convention" means the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on 7 December 1944, and shall include:

(a) Any amendment that has entered into force under article 94 and has been ratified by both Contracting Parties;

(b) Any annex or amendment adopted under article 90 of that Convention, provided that such amendments or annexes are in effect for both Contracting Parties at the time of application;

2. The term "aeronautical authorities" means, in the case of Switzerland, the Federal Office of Civil Aviation and, in the case of the Republic of Venezuela, the Ministry of Transport and Communications or, in both cases, any person or agency authorized to perform the functions currently assigned to those authorities, or any similar function;

3. The term "designated airline" means an airline which one Contracting Party has designated, in accordance with article 7 of this Agreement, for the operation of the agreed air services;

4. The term "tariff" means the prices that must be paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which those prices apply, including payments and commissions to agents, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail;

¹ Came into force provisionally on 9 August 1991 by signature, and definitively on 10 March 1993 by notification, in accordance with article 21.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

5. The term “agreement” means this Agreement and its annex, as well as any amendment to either the Agreement or the annex;

6. The term “territory” in relation to a State has the meaning assigned to it in article 2 of the Convention;

7. The terms “air service”, “international air service”, “airline” and “stop for non-traffic purposes” have the meanings assigned to them in article 96 of the Convention.

Article 2

APPLICABILITY OF THE CHICAGO CONVENTION

The provisions of this Agreement shall be subject to those of the Chicago Convention insofar as the provisions of that Convention apply to international air services.

Article 3

GRANTING OF RIGHTS

1. Each Contracting Party shall grant the other Contracting Party the rights specified in this Agreement for the purpose of operating international air services on the routes specified in the schedules appearing in the annex. Such services and routes shall hereinafter be called “agreed services” and “specified routes”.

2. Subject to the provisions of this Agreement, the designated airline of each Contracting Party shall have the right:

(a) To fly over the territory of the other Contracting Party without landing;

(b) To make stops in that territory for non-traffic purposes;

(c) To make stops in that territory, at the points specified in the annex to this Agreement, to take on and discharge passengers and cargo, including mail.

3. Nothing in this article shall confer on the designated airline of one Contracting Party the right to take on in the territory of the other Contracting Party, in return for payment, passengers, baggage, cargo and mail destined for another point in the territory of that Contracting Party.

Article 4

PRINCIPLES GOVERNING OPERATION OF AGREED SERVICES

1. The Contracting Parties agree that the designated airlines shall have fair and equal opportunities to operate the agreed services between the territories of the Contracting Parties.

2. In the operation of agreed services, each Contracting Party shall take into consideration the interests of the designated airline of the other Contracting Party, so as not to affect unduly the agreed services of the latter airline.

3. It is agreed that the main purpose of the services furnished under this article by a designated airline shall be to provide transport capacity commensurate with traffic demand between the two countries.

4. The Contracting Parties agree that any increase in the frequency of the agreed services, designated airlines or transport capacity offered on these services shall be established by agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

5. The agreed services offered by the airlines and operated under this Agreement shall be closely related to the traffic demand on these services.

6. The designated airline of one Contracting Party shall submit proposed timetables for the approval of the aeronautical authorities of the other Contracting Party at least thirty (30) days before the commencement of the agreed services. This procedure shall apply to any later changes in the timetable.

Article 5

APPLICATION OF LEGISLATION

1. The laws and regulations of one Contracting Party governing, in its territory, the entry and departure of aircraft engaged in international air navigation, or flights by such aircraft over that territory, shall apply to the designated airline of the other Contracting Party.

2. The laws and regulations of one Contracting Party governing, in its territory, the entry, stay and departure of passengers, crew, baggage, cargo or mail — such as those concerning entry, departure, emigration and immigration formalities, as well as customs and health measures — shall apply to passengers, crew, baggage, cargo or mail carried by the aircraft of the designated airline of the other Contracting Party while they are in that territory.

Article 6

AVIATION SECURITY

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference constitutes an integral part of this Agreement. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall, in particular, act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, opened for signature at Tokyo on 14 September 1963,¹ the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, opened for signature at The Hague on 16 December 1970,² and the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, opened for signature at Montreal on 23 September 1971.³

2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the safety of civil aviation.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 704, p. 219.

² *Ibid.*, vol. 860, p. 105.

³ *Ibid.*, vol. 974, p. 177 and vol. 1217, p. 404 (corrigendum to volume 974).

3. The Contracting Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the provisions on aviation safety established by the International Civil Aviation Organization and designated as annexes to the Convention, to the extent that such provisions apply to the Contracting Parties. They shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory act in conformity with the provisions on aviation safety.

4. Each Contracting Party agrees that its aircraft operations may be required to observe the provisions on aviation safety referred to in paragraph 3 of this article required by the other Contracting Party for entry into, departure from or stay within the territory of the other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that effective measures are taken within its territory to protect aircraft, and to carry out checks on passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading. Each Contracting Party shall also give positive consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat to civil aviation.

5. In the case of an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate such incident or threat rapidly and safely.

Article 7

DESIGNATION OF AIRLINE AND OPERATING AUTHORIZATION

1. Each Contracting Party shall have the right to designate one airline for the operation of the agreed services. Such designation shall be made by giving notice in writing.

2. Subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this article, the Contracting Party that has received notice of such designation shall grant to the designated airline without delay the necessary operating authorization.

3. The aeronautical authorities of one Contracting Party may require the designated airline of the other Contracting Party to prove that it is able to fulfil the conditions laid down by the laws and regulations normally and reasonably applied to the operation of international air services under the provisions of the Convention.

4. Each Contracting Party shall have the right to withhold the operating authorization provided for in paragraph 2 of this article, or to impose such conditions as it deems necessary for the exercise by the designated airline of the other Contracting Party of the rights specified in article 3, paragraph 2, of this Agreement, if that airline is not able to prove to the Contracting Party, where it is requested to do so, that majority ownership and effective control of the airline are vested in nationals or organizations of the other Contracting Party or airline, or in the airline itself.

5. Once an airline has been designated and has received the operating authorization, it may begin to operate an agreed service at any time, provided that it complies with the provisions of this Agreement.

Article 8

REVOCATION OR SUSPENSION OF OPERATING AUTHORIZATION

1. Each Contracting Party shall have the right to revoke or suspend an operating authorization for the exercise of the rights specified in article 3, paragraph 2, of this Agreement by the designated airline of the other Contracting Party or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of such rights, if:

(a) It is not satisfied that majority ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals; or

(b) The airline fails to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting these rights; or

(c) The airline operates the agreed services in conditions other than those laid down by this Agreement.

2. This right shall be exercised only after consulting the other Contracting Party, unless revocation, suspension or imposition of the conditions mentioned in paragraph 1 of this article is required immediately in order to avoid further infringements of laws and regulations.

Article 9

RECOGNITION OF CERTIFICATES AND LICENCES

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or validated by one of the Contracting Parties shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the period of their validity.

2. Each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize as valid, for flights over its own territory, certificates of competency and licences issued to its own nationals by other States.

Article 10

EXEMPTION OF EQUIPMENT, FUEL AND AIRCRAFT STORES FROM DUTIES AND TAXES

1. Aircraft operating on international services by the designated airline of either Contracting Party that enter the territory of the other Contracting Party, depart from or overfly such territory shall be exempt from all customs duties, inspection fees and any other national duties and charges.

2. Fuels, lubricating oils, other consumable technical supplies, spare parts, normal airborne equipment and aircraft stores intended for consumption that are on board the aircraft of the designated airline shall, on entering the territory of the other Contracting Party, on departure from or while overflying such territory, be exempt from customs duties, inspection fees and any other national duties and charges.

3. Fuels, lubricating oils, spare parts, consumable technical supplies, tools and airborne equipment which, insofar as they are not intended to be used as auxiliary equipment on the ground, are imported into the territory of the other Contracting Party by a designated airline and stored under the supervision of the customs authorities, shall be exempt from customs duties, inspection fees and any other

duties and charges during storage provided they are used solely as supplies for the aircraft or are re-exported from the territory of the other Contracting Party.

4. The items listed in the above paragraphs may be used solely in connection with the aviation operation and shall, if they are not used, be re-exported unless their transfer to other airlines or their nationalization is authorized in accordance with the laws, regulations and administrative procedures in effect in the territory of the Contracting Party concerned. They shall be placed under custom seal until a decision has been taken on their assignment.

5. The exemptions provided for in this article may be subject to certain procedures, conditions and formalities normally in effect in the territory of the Contracting Party granting the exemptions and are not applicable to charges imposed for the provision of services. The above-mentioned exemptions shall be applied on the basis of reciprocity.

Article 11

USER CHARGES

The charges paid for the use of the airports and air navigation facilities and services offered by one Contracting Party to the designated airline of the other Contracting Party shall not be higher than those which must be paid by domestic aircraft operating on scheduled international services.

Article 12

AIRLINE REPRESENTATION

1. The designated airline of one Contracting Party shall have the right to engage and maintain in the territory of the other Contracting Party, in accordance with the laws and regulations of that Contracting Party concerning immigration, residence and employment, the commercial, operational and technical staff and specialists necessary to provide regular airline services.

2. For commercial activity, the principle of reciprocity shall apply. The competent authorities of each Contracting Party shall provide the agencies of the designated airline of the other Contracting Party with the support they need to operate efficiently.

3. In particular, each Contracting Party shall grant the designated airline of the other Contracting Party the right to sell air tickets in its territory directly or through its agents.

Article 13

TRANSFERS

Each Contracting Party shall grant the designated airline of the other Contracting Party, at its request, the right to transfer to its own country any surplus of revenues deriving from its operation of airline services in the territory of the other Contracting Party, subject to the laws and regulations of each country.

Article 14

TARIFFS

1. The tariffs to be applied by the designated airline of each Contracting Party shall be established at appropriate levels, taking into account all determining factors, including operating costs, reasonable profit and market conditions.

2. The tariffs shall in principle be established by agreement between the designated airlines of the Contracting Parties, using, wherever possible, the tariff fixing procedure established by the International Air Transport Association (IATA).

3. Each tariff established in accordance with the preceding paragraph shall be submitted to the aeronautical authorities of the other Contracting Party for approval, at least sixty (60) days before the date on which it is scheduled to take effect. In special cases, this time limit may be reduced, subject to the agreement of the aforesaid authorities. If neither of the aeronautical authorities gives notice, within thirty (30) days following the date of receipt of the request, that it does not approve the tariffs, they shall be considered approved.

4. The entry into force of tariffs shall require the mutual agreement of the aeronautical authorities of both Contracting Parties.

5. If no agreement is reached under paragraph 2 of this article, or if the aeronautical authorities of one Contracting Party refuse to approve the tariffs submitted for their approval, the said authorities shall communicate their decision to the other aeronautical authorities at least thirty (30) days before the date on which the tariffs are scheduled to take effect. The two aeronautical authorities shall endeavour to reach an agreement. To that end, the aeronautical authorities in each Contracting Party shall do their utmost to ensure that the tariff enters into force immediately or on the date on which an agreement has been reached.

6. If no agreement is reached before the new tariff otherwise becomes applicable the tariff already established shall remain in effect, but for a maximum period of six (6) months. In the absence of an agreement within this period, the dispute shall be submitted to the procedure provided for in article 17 of this Agreement.

7. The aeronautical authorities of each Contracting Party shall endeavour to ensure that the designated airlines correctly apply the approved tariffs.

Article 15

STATISTICS

The aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall supply each other, on request, with relevant periodic statistical information allowing for the application of the provisions referred to in article 4, paragraph 3, of this Agreement. This information shall include all the data necessary in order to determine the volume of traffic carried out by the designated airline on the agreed services.

Article 16

CONSULTATIONS

Each Contracting Party may, at any time, request consultations on the implementation, interpretation, application or amendment of this Agreement, as well as

compliance with the provisions stipulated therein. Such consultations, which may be held between the aeronautical authorities, shall begin within sixty (60) days from the date on which the other Contracting Party receives the written request, unless the Contracting Parties have agreed otherwise.

Article 17

SETTLEMENT OF DISPUTES

Any dispute arising between the Contracting Parties on the interpretation or application of this Agreement shall be settled by negotiation between the Contracting Parties.

Article 18

AMENDMENTS

Any amendment to this Agreement that has been agreed between the Contracting Parties shall enter into force from the date on which it has been confirmed by an exchange of diplomatic notes. Nevertheless, any amendment to the annex of this Agreement may be agreed directly between the aeronautical authorities of the Contracting Parties. Such an amendment shall be applied provisionally from the date on which it has been agreed and shall enter into force as soon as it has been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

Article 19

REGISTRATION WITH THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

This Agreement and any subsequent amendment shall be registered with the International Civil Aviation Organization (ICAO).

Article 20

MULTILATERAL CONVENTION

In the event of the conclusion of a general multilateral convention on air transport which becomes binding on each Contracting Party, this Agreement shall be amended to bring it into line with the provisions of that convention.

Article 21

ENTRY INTO FORCE

1. This Agreement shall enter into force from the date on which diplomatic notes have been exchanged by which the Contracting Parties have notified each other of the completion of the formalities required under their respective domestic legislation. Nevertheless, the provisions of the Agreement shall apply on a temporary basis from the date of its signature.

2. This Agreement shall remain in effect for an indefinite period of time.

Article 22

TERMINATION

1. Either Contracting Party may, at any time, notify the other Contracting Party in writing of its decision to terminate this Agreement. Such notification shall be communicated simultaneously to the International Civil Aviation Organization (ICAO).

2. The Agreement shall terminate six (6) months after the date of receipt of notification, unless the decision to terminate it is withdrawn before this period expires.

3. If the other Contracting Party fails to acknowledge receipt of notification, the latter shall be deemed to have reached it fourteen (14) days after the date on which the International Civil Aviation Organization (ICAO) has received notice thereof.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed this Agreement.

DONE at Caracas on 9 August 1991, in two copies in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Swiss Federal
Council:

PETER DIETSCHI

For the Government
of the Republic of Venezuela:

ARMANDO DURÁN

ANNEX

ROUTE SCHEDULES

Schedule I. Switzerland

Routes on which the designated airline of Switzerland may operate air services:

<i>Points of departure</i>	<i>Intermediate points</i>	<i>Points in Venezuela</i>
Switzerland	—	Caracas

Schedule II. Venezuela

Routes on which the designated airline of Venezuela may operate air services:

<i>Points of departure</i>	<i>Intermediate points</i>	<i>Points in Switzerland</i>
Venezuela	—	Basel or Geneva or Zurich

Notes:

1. Intermediate points on the specified routes may, at the option of the designated airlines, be omitted on any or all flights.
2. Each designated airline may serve any intermediate point, provided that traffic rights are not exercised between these points and the territory of the other Contracting Party.
3. Each designated airline shall be authorized to operate up to two flights each week.
4. Each designated airline may operate, through the aircraft of its choice, and without limits on passenger and freight load, the flights specified in advance.
5. The designated airlines may conclude cooperation agreements, which shall be submitted to the aeronautical authorities concerned for approval.